

ÉTHIOPIE

UDF

KENYA

BÉNIN

MOZAMBIQUE

NIGERIA



MAGAZINE

La perestroïka à l'éthiopienne : le pari de Mengistu

LUNDI 5 mars, tout était fermé à Addis Abeba : la population, convoquée aux meetings, écoutait le discours radiodiffusé et télévisé de Mengistu Hayle Maryam. En deux heures et demi, le président liquida quinze ans de socialisme et prôna l'économie « mixte ». Après avoir rappelé que la crise frappe le socialisme et le capitalisme, il balaya tous les « acquis » de la Révolution célébrés par les zéloteurs du régime : désormais le paysan pouvait vendre sa terre, la transmettre par héritage et commercialiser sa récolte hors des circuits officiels ; l'appartenance à une coopérative devenait volontaire ; des capitaux étrangers pouvaient s'investir dans l'agriculture comme dans les autres entreprises. Le parti unique, le Parti des travailleurs éthiopiens, était réformé pour devenir le Parti démocratique de l'unité éthiopienne et l'opposi-

tion avait la possibilité de créer ses propres organisations (1). La nuit, on recouvrit de peinture les slogans révolutionnaires, on dépendit des bâtiments publics les « trois barbus, la trinité de Mengistu » (Marx, Engels et Lénine) comme disent les Éthiopiens et les étudiants s'en prirent à la statue de Marx dans leur campus.

Une attente prudente

La population, tant en ville qu'à la campagne, accueillit les mesures avec froideur. Les habituelles manifestations de soutien au régime qui suivent les discours du Président se déroulèrent sans drapeaux rouges et on vit même réapparaître des bannières religieuses. Dans les conversations privées, par contre, je n'ai entendu qu'approbation des nouvelles mesures avec ces

commentaires sur le socialisme : « quinze années perdues pour l'Éthiopie ». Au cours de la semaine suivante, le prix du *téf*, la céréale qui sert à confectionner la crêpe d'*enjära* la nourriture de base, baissa de 50 % et la tôle ondulée, qui manquait, revint sur le marché à moitié prix. Le prix d'un quintal de *téf* représentant 1/3 du salaire mensuel moyen dans la capitale, on imagine l'amélioration immédiate du niveau de vie qui en est résultée.

Au grand dam des officiels, les paysans n'ont jamais livré que le tiers de leurs quota céréaliers car ils savaient que les *qäbbälé* (comités de quartiers) revendaient aux citadins avec un bénéfice supérieur à 100 % après transport. Les effectifs pléthoriques de l'*Agricultural Marketing Corporation* et l'*Ethiopian Retail Corporation* devront être réduits. La contrebande sur le café est telle que les autocars sont fouillés à l'entrée de chaque ville. Les membres du parti, affublés jusqu'en 1989 d'un uniforme coréen bleu et titulaires de nombreux privilèges, sont détestés et, leur reclassement ne sera pas aisé.

Que deviendront les 2 700 000 familles regroupées dans les « nouveaux villages » qui étendent leur plan en damier depuis le Harär à l'est jusqu'au Wälläga à l'ouest, cependant en épargnant les hautes terres plantées de faux-bananiers ? Y aura-t-il retour à l'habitat dispersé ? Les « nordistes » déplacés au sud reviendront-ils au Tigré ou au Wällo, si la guerre s'arrête ?

A la recherche d'une crédibilité

Personne n'ignore ces difficultés et tous s'interrogent sur la sin-

cérité de Mengistu. Le socialisme a été répudié de la même façon qu'il avait été adopté, par un acte autoritaire. Le Shāngo (Parlement), élu en 1987, n'a pas été consulté. Les Éthiopiens sont sceptiques après des années de propagande et n'hésitent pas à dire : « Sans la menace des rebelles, jamais nous n'aurions obtenu ces concessions. » En catastrophe, quand ils n'étaient qu'à 150 km d'Addis Abeba, le régime supprima les bons d'essence et autorisa la circulation le dimanche et l'importation de voitures « franco valuta » payées en devises, sans qu'on se soucie de leur origine. Les maisons redevinrent propriétés privées quand on apprit que les rebelles les rendaient dans les provinces du nord.

Les Éthiopiens jugeront « à l'usage » : finis les débordements d'enthousiasme de la réforme agraire de 1975. Habitué à composer depuis des siècles avec des maîtres despotiques, ils retrouvèrent leur passivité apparente et leur servilité feinte en attendant des jours meilleurs. Lors du coup d'État du 16 mai, déjoué à l'aide des Allemands de l'Est, le peuple est resté terré chez lui, laissant les factions militaires s'expliquer, comme il l'a toujours fait (2). Le procès télévisé des conjurés a été ajourné *sine die* sans explication en décembre 1989, quand les rebelles menaçaient le Choa.

(1) Les opposants devraient se contenter d'un droit de « tendance » dans le parti renoué, selon des informations parues dans *Ethiopian Herald* et *Addis Zämän*, le 6 mars 1990.

(2) Cf. mon article « Journées de dupes : les putschs en Éthiopie et au Soudan », *Études Polémologiques*, n° 51, 3/89, p. 191-194.

15 ans de marxisme et 3 000 ans de tradition

Dans la culture éthiopienne, le temps est une dimension essentielle : face aux 3 000 ans de la tradition salomonienne illustrée dans toutes les églises, 15 ans de marxisme-léninisme ne font pas le poids. Passée la fin des années 1970 qui vit la victoire sur la Somalie, la reconquête de l'Erythrée utile et le « déchaînement » des forces productives avec la « Révolution verte » dans les campagnes, l'accumulation des déboires à partir de la famine de 1984 conduisit le régime à retourner à la tradition éthiopienne. En 1987, la République démocratique et populaire prit comme armoiries les obélisques d'Aksum, symbole de 3 000 ans d'Éthiopie. Elle célébra avec éclat la fondation d'Addis Abeba par *Menelik* et le suicide du *negus Têwodros* devant les Anglais. Mengistu s'est installé dans le vieux-Gebbi (Palais) de *Menilik*.

Avant 1984-1985, les réunions obligatoires aux *qābālē* avaient lieu pendant la messe du dimanche matin et les membres du parti signaient une déclaration d'athéisme. On poursuivait des prêtres et on contraignit le patriarche à démissionner. Les catholiques du Nord, Tigréens surtout, les Oromo protestants et les *cadi* furent suspectés de relations avec les séparatistes des Fronts rebelles. Les « sorciers » locaux subirent la vindicte des autorités. Or, depuis 1987, le patriarche est élu au Shāngo comme le chef de la communauté musulmane, et un ambassadeur est accrédité au Vatican. Toutes les tentatives de laïcisation des usages quotidiens, notamment des formes de politesse, ont échoué. Trois mille ans de civilisation éthiopienne

ont englouti et digéré quinze ans de Révolution.

La marxisme naturalisé éthiopien

Dans le débat qui a déchiré les médias français à propos de l'Éthiopie, l'argument-massue des adversaires de l'aide se résumait à une équation simpliste : Mengistu = Pol Pot, socialisme = famine (3). Outre que cette campagne, par ces excès, a resserré les rangs autour du régime, elle faisait bon marché des traditions despotiques et théocratiques de l'exercice du pouvoir en Éthiopie : pour être crédible, il doit toujours montrer sa force et utiliser la violence pour que l'influx descende jusqu'aux extrémités du corps social.

Mengistu a poursuivi avec constance, la politique de centralisation de *Menelik* et de *Hayle Sellassié* : jamais l'emprise d'Addis Abeba n'a été aussi forte. Il a voulu étendre au Nord le contrôle du pouvoir sur la distribution de la terre, commencée avec la conquête du Sud, il y a un siècle. Il a repris les déplacements de population en les amplifiant et en les précipitant. La villagisation et la construction, dans les régions basses, de fermes d'État rappellent les créations de places fortes, les *kātāma*, dans les régions conquises sous *Menilik* (4). Par son incapacité

(3) T. Wolton, A. Glucksmann, *Silence on tue*, Paris, Grasset, 1985.

(4) Cf. mes articles « Le sabre et le tracteur. Les fermes d'État dans l'agriculture de l'Éthiopie socialiste » *Bulletin des Études Africaines de l'INALCO* 1987 (1989) vol VII, n° 13-14, pp. 237-248. « Les "bastides" d'Éthiopie. Les villes fortes de *Menilik* dans le sud de l'Éthiopie et l'urbanisation contemporaine », *Tropiques. Lieux et liens*, Paris, ORSTOM, CNRS & EHESS, 1989.

à résoudre la « question nationale », le régime est retombé dans les errements du vieil empereur. La Révolution « hérétique » de R. Lefort n'est-elle pas plutôt « introuvable » ? Y aurait-il un déterminisme historique qui condamnerait l'Éthiopie à ne poursuivre qu'une seule politique ? Ne lit-on pas au bas des publications à la gloire du régime les mêmes signatures que sous l'empereur (5) ? Les séances hebdomadaires de recyclage en marxisme-léninisme comportaient la lecture collective d'un « classique » commenté à la lumière d'un texte officiel, de la façon dont on enseigne dans les écoles d'Église. La Révolution éthiopienne a-t-elle eu lieu ?

La Révolution éthiopienne a bien eu lieu

En se référant aux recensements de 1970 et de 1984, on peut affirmer que la moitié des 50 millions d'Éthiopiens n'ont pas connu l'Ancien Régime, et pour eux, le prince-héritier se proclamant *Ammeha Sellasié I^{er}* n'a aucun sens. Dans la violence des terreurs Rouge et Blanche et des guérillas, la société impériale a disparu mais l'Empire demeure (6). L'aristocratie foncière enracinée localement, déjà ébranlée par les derniers empereurs, a été décimée par la répression, évincée par les dirigeants « marxistes » des Fronts de libération ou a émigré. Une nouvelle équipe issue de l'armée et de la petite fonction publique et formée par les écoles secondaire, dirige l'Éthiopie. Elle a fait ses classes en politique au nom d'« *Ityopiya Tāqdem !* » (Éthiopie d'abord), le slogan si populaire des débuts de la Révo-

lution. Son nationalisme ombrageux a été choqué par l'imitation servile du modèle socialiste, prix à payer pour la fourniture d'armement. Les déplacements de population ont rompu les solidarités lignagères ou familiales traditionnelles mais les guérillas ont renforcé les solidarités locales, « nationales ».

Même si la place de l'amharique demeure prépondérante, la Révolution a levé les inhibitions : on ne cherche plus à dissimuler son origine si on n'est ni Amhara, ni Tigréen. Les Oromo, la nationalité la plus nombreuse, ont pris conscience de leur importance ; ils sont entrés en masse dans l'armée et dans l'administration ; beaucoup sont amharisés et, jusqu'à présent, insensibles aux appels à l'indépendance du Front de libération des Oromo. *Menelik* les avait associés à ses conquêtes et ils formaient déjà la majorité des troupes qui vainquirent les Italiens à Adwa. La mère et l'épouse de *Hayle Sellasié* étaient d'origine oromo.

Nord contre Sud : les rébellions

Les Tigréens, n'acceptent pas que la réorientation de l'Éthiopie vers le Sud et l'alliance avec les Oromo les privent de leur prééminence d'héritiers directs des Aksumites. Dans ses rares interviews, le Front populaire du Tigré reproche à *Menelik* l'abandon de l'Erythrée et à *Hayle Sellasié* l'obligation d'utiliser l'amharique. Le pouvoir impé-

(5) Cf. n° 1.

(6) J. Tubiana, « Éthiopie : fin de l'Empire ou fin de la société impériale », *Hérodote* 1978, X, p. 8-25.

rial a tenu le Tigré en suspicion, surtout après la répression de la révolte de *Wäyyané* en 1943, consécutive au proconsulat amhara qui a suivi la Restauration de 1941. La province entière payait ainsi l'attitude complaisante de ses chefs pendant l'occupation italienne.

Face à l'offensive du FPLT de novembre 1989, le pouvoir rétablit la situation alors que les Cubains et les Allemands de l'Est partaient et que les Soviétiques le poussaient à traiter. Mengistu en appela au patriotisme amhara et distribua aux *qäbälé* les armes livrées par anticipation par les Soviétiques avant leur prochain départ d'Éthiopie. Il annonça : « *Donnez-moi les rebelles et gardez les armes.* » La propagande ne les surnomme plus que *Wäyyané* ou *Shabity* (peuple, en arabe), insistant ainsi sur leurs relations étroites avec les États arabes. Les médias diffusèrent une interview d'un leader du FPLT qui se réclamait de l'Albanie et de Staline. Le rétablissement des relations avec Israël a aggravé la tension et a précipité l'offensive du Front populaire d'Érythrée qui observait une trêve tacite depuis les conversations avec les Éthiopiens, organisées à Atlanta et à Nairobi sous l'égide Jimmy Carter. Le FPLE transféra, par le Soudan, des prisonniers oromo libérés qui ont attaqué Asosa au Wällägga pour le compte du FLO. Le FPLT, soulagé, a repris l'offensive au Gondär et au Wällo et le FPLE a enlevé Mas-sawa. Pour le moment, les deux fronts sont alliés mais il y a désaccord sur l'Érythrée des plateaux, peuplée de Tigréens. Le FPLE a éliminé brutalement les autres fronts érythréens représentatifs des populations d'éleveurs musulmans des basses terres. Se résignera-t-il

jamais à laisser Assäb sous le contrôle de la région autonome Afar ?

Faut-il désespérer de l'Éthiopie ?

Mengistu cherche une légitimité que les Éthiopiens ne lui ont accordée qu'en de rares occasions : la Réforme agraire et la guerre somalo-éthiopienne. Le régime a tenté de susciter l'adhésion par un mélange de menace et de séduction, il n'a réussi qu'à réveiller les stratégies de « double jeu » si familières aux Éthiopiens, quel camouflage pour l'État des « larges masses » ! Les mesures de libération des relations sociales et économiques suffiront-elles à rallier un peuple las de 15 ans de guerre, de violence et de misère ? Le régime est-il prêt à partager le pouvoir et pas seulement avec les dirigeants des Fronts qui lui ressemblent.

L'administration éthiopienne a survécu aux épreuves. La scolarisation et l'infrastructure routière ont fait de grands progrès. Les paysans, maintenant maîtres du produit de leurs récoltes, intensifieront sûrement leur production (7). Les circuits commerciaux démantelés devront être reconstitués et il manquera un million de tonnes de céréales cette année même si la récolte est bonne. Mais l'effort de guerre dévore officiellement 50 % du budget national et tous les projets sont ralentis ou abandonnés faute de crédits, alors qu'avec de grands équipements d'infrastructures, des milliers d'hectares pour-

(7) Cf. mon article « Intégration économique, intégration nationale : le Harär, la rivalité somalo-éthiopienne et l'emprise de Djibouti », *North East African studies* (à paraître).

raient être réhabilités au Nord et conquis au Sud dans les basses terres.

La réserve avec laquelle les Éthiopiens ont accueilli les concessions montre que le pouvoir ne peut plus commettre de fautes ; il

n'a été sauvé que par les erreurs de ses adversaires et il est en sur-sis. L'a-t-il compris ? Il gagnera son pari si les exilés reviennent.

Alain Gascon

Le *United Democratic Front* en Afrique du Sud : un mouvement de transition ?

QUELQUES jours seulement après la légalisation de l'*African National Congress*, plusieurs composantes de l'UDF annoncèrent leur intention de le rejoindre. Roger Malekana, secrétaire-général du SAYCO (*South African Youth Congress*), la « branche » la plus importante de l'UDF, déclara que son organisation allait se dissoudre pour adhérer à l'ANC. Casim Salojce, président du TIC (*Transvaal Indian Congress*), l'un des mouvements politiques les plus anciens de l'Afrique du Sud et l'un des pères-fondateurs de l'UDF, pensa également que le TIC allait disparaître : « *Le TIC a toujours reconnu le rôle dirigeant de l'ANC dans le mouvement de libération. Notre vision est celle d'une société démocratique non- raciale. Il nous semble que des groupes ethniques n'ont plus vraiment des raisons d'être* » (1).

Les leaders de l'ANC à Lusaka, cependant, lancèrent un appel pour

ne pas précipiter les choses en attendant des consultations plus sérieuses. Une fusion leur semblait prématurée, d'une part parce que l'ANC n'avait pas abandonné la lutte armée — alors que l'UDF s'était toujours dit non-violent — d'autre part à cause d'un certain nombre de problèmes d'organisation qui restent à régler. L'ANC se base sur le principe de l'adhésion individuelle, alors que l'UDF sert de parapluie à des centaines d'associations aussi diverses que la *Johannesburg Scooter Drivers Association*, la *Northern Natal Darts Union*, le *Congress of South African Students* et la *Soweto Civic Association*. Pablo Jordan, le directeur du département d'information de l'ANC, ne prévoyait cependant pas de divergences d'intérêt entre l'ANC légalisé, et l'UDF et le *Mass Democratic Movement*, ses

(1) The Star (Johannesbourg), 5 février 1990.